

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES À L'APPUI DE LA PAIX ISRAËLO-PALESTINIENNE - SÉANCE PLEINIÈRE 1

La paix est possible: définir des orientations pour aller de l'avant - Office des Nations Unies à Genève, 29 et 30 juin 2016
29 juin 2016

GENÈVE (*Publié tel que reçu**) - La Conférence internationale des Nations Unies à l'appui de la paix israélo - palestinienne a tenu sa deuxième réunion dans l'après-midi du 29 Juin, en mettant l'accent sur les enseignements tirés depuis la Conférence de Madrid.

Selon les intervenants, bien que le processus ait globalement été un échec, il a permis de tirer plusieurs leçons utiles.

Bien que les suites du processus d'Oslo aient produit des résultats positifs, garantis par les Accords d'Oslo, les participants étaient d'avis pour dire que l'initiative avait échoué globalement. De nombreuses conclusions étaient à tirer du processus, ont observé les participants.

Du côté positif, les Accords d'Oslo ont abouti à la reconnaissance mutuelle de l'OLP et de l'État d'Israël défini selon les frontières d'avant 1967. Les Accords d'Oslo ont également introduit la proposition d'établir deux États, proposition selon laquelle les Palestiniens auraient obtenu le droit à un État indépendant et souverain, sur leur territoire d'avant 1967.

Toutefois, l'accord provisoire était vague, et sans définition, but ou calendrier clairs.

Les participants ont débattu du processus. Tout d'abord, la Conférence de Madrid avait eu lieu dans des circonstances particulières. Avec l'effondrement de l'URSS, les États-Unis étaient la seule superpuissance à l'époque. De par sa position stratégique au Moyen-Orient à la suite de la Guerre du Koweït, ils pouvaient user de la carotte et du bâton pour obliger les participants à négocier les uns avec les autres. Afin d'obtenir la coopération d'Israël, James Baker, alors Secrétaire d'État du gouvernement américain, avait menacé de refuser de garantir un prêt de 10 milliards de dollars.

De nombreuses techniques peu communes avaient également été utilisées pour encourager les participants à interagir et à négocier. Au-delà des négociations bilatérales entre Israël et les représentants des Palestiniens, une voie multilatérale avait été empruntée. Cela avait impliqué une large palette de contacts, créant des relations personnelles et professionnelles dont certaines souffrirent de l'arrêt du processus après l'assassinat du Premier Ministre israélien Yitzhak Rabin et le début de la Seconde Intifada.

Cette rupture du processus a entraîné une longue période d'inaction et de retard, rendant alors la perspective d'une solution à deux États de plus en plus incertaine. De nombreux participants ont considéré Israël comme responsable. Israël continuait son implantation dans

les territoires occupés et maintenait un régime répressif de domination militaire. De plus, le gouvernement de Benjamin Netanyahu semblait désintéressé par la possibilité de la création de deux États.

Aujourd'hui encore, la configuration politique a changé. Les États-Unis font maintenant partie d'un monde plus multipolaire et par conséquent la prochaine phase du processus de paix sera nécessairement plus multilatérale. Selon les participants, la clé serait de chercher une solution où tout le monde y gagne plutôt qu'un jeu à somme nulle, qui représenterait une perte pour l'une des parties.

**Traduction de la version anglaise. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'intégralité du communiqué anglais.*

Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel

M16/008F